

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/15528]

15 JUILLET 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon prévoyant l'octroi d'une aide exceptionnelle en 2022 aux agriculteurs des secteurs agricoles touchés par les perturbations du marché survenues à la suite de la guerre en Ukraine

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil ;

Vu le règlement délégué (UE) n° 2022/467 de la Commission du 23 mars 2022 prévoyant l'octroi d'une aide d'adaptation exceptionnelle aux producteurs des secteurs agricoles ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.241 et D.242, alinéas 1^{er} et 2 ;

Vu le rapport du 31 mai 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 juin 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juin 2022 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 9 juin 2022 ;

Vu l'urgence motivée par le fait que l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 a aggravé la hausse des produits alimentaires de base et provoqué des effets sur l'offre et la demande de produits agricoles au niveau mondial ;

Considérant que cette invasion engendre de graves perturbations sur les marchés causées par des hausses de coûts significatives et des perturbations des échanges commerciaux ;

Considérant que pour faire face à cette grave perturbation, il est essentiel d'octroyer rapidement une aide exceptionnelle aux agriculteurs des secteurs agricoles les plus durement touchés ;

Considérant que l'aide exceptionnelle est à payer au plus tard le 30 septembre 2022 et qu'avant de procéder au paiement, l'administration va procéder à la notification des décisions relatives à l'aide et traiter des recours introduits dans le cadre de ces décisions ;

Considérant que pour ces raisons, il convient d'adopter le présent arrêté dans les plus brefs délais ;

Vu l'avis 71.758/4 du Conseil d'État, donné le 27 juin 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'agriculteur : l'agriculteur au sens de l'article D.3, 4°, du Code wallon de l'Agriculture ;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 fixant les règles relatives à la conditionnalité en matière agricole, abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de conditionnalité en matière agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs ;

3° l'organisme payeur : l'organisme payeur au sens de l'article D.3, 25°, du Code wallon de l'Agriculture ;

4° les pratiques et méthodes de l'agriculture biologique : les pratiques et méthodes de production conformes aux dispositions du règlement (UE) 2018/848 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques, et abrogeant le règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil, et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, utilisées dans le cadre d'une activité agricole ;

5° le règlement (CE) n° 543/2008 : le règlement de la Commission du 16 juin 2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les normes de commercialisation pour la viande de volaille ;

6° le règlement (CE) n° 589/2008 : le règlement de la Commission du 23 juin 2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les normes de commercialisation applicables aux œufs ;

7° le système régional de qualité différenciée : le système adopté en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 instaurant le système régional de qualité différenciée pour les produits agricoles et les denrées alimentaires ;

8° le verdissement : les pratiques agricoles bénéfiques pour le climat et l'environnement mentionnées aux articles 43 à 47 du règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil, et au chapitre XI de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs.

CHAPITRE 2. — *Secteurs agricoles admissibles au bénéfice de l'aide*

Art. 2. En application des articles 1^{er} et 2 du règlement délégué (UE) n° 2022/467 de la Commission du 23 mars 2022 prévoyant l'octroi d'une aide d'adaptation exceptionnelle aux producteurs des secteurs agricoles, une aide exceptionnelle est octroyée pour soutenir les secteurs suivants, aux conditions prévues par le présent arrêté :

- 1° le secteur de la volaille ;
- 2° le secteur des caprins laitiers ;
- 3° le secteur des porcs.

CHAPITRE 3. — *Conditions d'octroi de l'aide**Section 1^{ère}.* — Conditions générales d'octroi de l'aide

Art. 3. Pour bénéficier de l'aide exceptionnelle, les agriculteurs répondent aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° être identifié au SIGeC conformément à l'article D.22 du Code wallon de l'Agriculture ;
- 2° disposer d'un numéro actif d'entreprise à la Banque-Carrefour des Entreprises ;
- 3° détenir une unité de production sur le territoire de la Région wallonne active au 1^{er} janvier 2022 pour laquelle les activités de production sont réalisées dans le respect de la législation relative au permis d'environnement.

Section 2. — Conditions spécifiques d'octroi de l'aide

Art. 4. En ce qui concerne le secteur de la volaille, les animaux admissibles répondent à l'une des conditions suivantes :

- 1° être élevé dans le respect des pratiques et méthodes de l'agriculture biologique ou des exigences liées à un cahier des charges du système régional de qualité différenciée ;
- 2° être élevé dans une exploitation respectant les conditions d'élevage des volailles sortant à l'extérieur conformes à l'annexe V du règlement (CE) n° 543/2008 et ayant respecté durant toute la campagne de 2021 les règles du verdissement ainsi que les règles de la conditionnalité visées aux articles 4, 7 à 14, 19 à 22, 39 et 40 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 ;
- 3° être élevé dans une exploitation respectant les conditions d'élevage des poules plein air ou des poules au sol conformes à l'annexe II du règlement (CE) n° 589/2008 et ayant respecté durant toute la campagne de 2021 les règles du verdissement ainsi que les règles de la conditionnalité visées aux articles 4, 7 à 14, 19 à 22, 39 et 40 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015.

Art. 5. En ce qui concerne le secteur des caprins laitiers, les animaux admissibles répondent à l'une des conditions suivantes :

- 1° être élevé dans le respect des pratiques et méthodes de l'agriculture biologique ;
- 2° être élevé dans une exploitation ayant respecté durant toute la campagne de 2021 les règles du verdissement ainsi que les règles de la conditionnalité visées aux articles 4, 7 à 14, 19 à 22, 32, 33, 39 et 40 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015.

L'aide aux caprins laitiers est octroyée pour un minimum de 15 chèvres par exploitation.

Art. 6. En ce qui concerne le secteur des porcs, les animaux admissibles répondent à l'une des conditions suivantes :

- 1° être élevé dans le respect des pratiques et méthodes de l'agriculture biologique ;
- 2° être élevé dans le respect des exigences liées à un cahier des charges du système régional de qualité différenciée ;
- 3° être élevé dans une exploitation ayant respecté durant toute la campagne de 2021 les règles du verdissement ainsi que les règles de la conditionnalité visées aux articles 4, 7 à 14, 19 à 22, 30, 31 et 38 à 40 de l'arrêté de Gouvernement wallon du 27 août 2015.

En ce qui concerne les porcs élevés pour l'engraissement, l'aide est octroyée pour un maximum de 2 000 porcs gras par exploitation.

Art. 7. Les producteurs de volailles, de caprins laitiers et de porcs détiennent un numéro de troupeau actif dans Sanitrace à la date du 1^{er} janvier 2022, Sanitrace étant la base de données informatisée de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire pour l'identification et l'enregistrement des animaux, des exploitations, des établissements et des installations où sont détenus des animaux, ainsi que des détenteurs et des responsables, visée à l'article 1^{er}, 27°, de l'arrêté royal du 23 mars 2011 établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins.

Art. 8. Les producteurs de caprins laitiers ont procédé au recensement annuel de leurs animaux entre le 15 et le 31 décembre 2021.

CHAPITRE 4. — *Montants maximaux et calcul de l'aide**Section 1^{ère}.* — Montants maximaux de l'aide par secteur

Art. 9. Les montants maximaux de l'aide par secteur sont les suivants :

- 1° pour le secteur de la volaille : 6.398.562,05 euros ;
- 2° pour le secteur des caprins laitiers : 352.110,00 euros ;
- 3° pour le secteur des porcs : 3.740.674,24 euros.

Art. 10. Le montant effectivement versé aux agriculteurs pour chaque secteur est fonction du nombre d'animaux admissibles.

Section 2. — Montants unitaires maximaux de l'aide par animal

Art. 11. Les montants unitaires maximaux de l'aide sont les suivants :

1° pour le secteur de la volaille :

a) 3,35 euros par poule pondeuse, à savoir l'animal femelle de l'espèce *Gallus gallus* ayant atteint la maturité de ponte et élevée pour la production d'œufs non destinés à la couvaison ;

b) 3,35 euros par poule reproductrice, à savoir l'animal femelle de l'espèce *Gallus gallus* ayant atteint la maturité de ponte et élevée pour la production d'œufs destinés à la couvaison ;

c) 3,35 euros par coq reproducteur à savoir l'animal mâle de l'espèce *Gallus gallus* ayant atteint la maturité de reproduction ;

d) 2 euros par poulet de chair, à savoir l'animal de l'espèce *Gallus gallus* destiné à la production de viande ;

e) 2 euros par poulette, à savoir l'animal femelle de l'espèce *Gallus gallus* utilisé pour la ponte et n'ayant pas encore atteint la maturité sexuelle ;

2° pour le secteur des caprins laitiers : 33 euros par chèvre de plus d'un an. La chèvre étant l'animal de l'espèce caprine de plus d'un an ;

3° pour le secteur des porcs : 85 euros par porc de reproduction et 10,07 euros par porc gras. Le porc étant l'animal de l'espèce porcine élevé pour la reproduction ou l'engraissement, à l'exclusion des porcelets âgés de moins de dix semaines.

Section 3. — Calcul de l'aide

Art. 12. L'aide est calculée sur base du nombre d'animaux admissibles déterminés comme suit par l'organisme payeur :

1° pour le secteur de la volaille : sur base de la capacité d'accueil connu par l'Association régionale de Santé et d'Identification animales A.S.B.L., en abrégé ARSIA, au cours de l'année 2021 ;

2° pour le secteur des caprins laitiers : sur base du recensement annuel effectué par les agriculteurs entre le 15 et 31 décembre de l'année 2021 ;

3° pour le secteur des porcs : sur base de la moyenne du nombre d'animaux établie sur la base de l'ensemble des rapports de visite du vétérinaire transmis à l'Association régionale de Santé et d'Identification animales A.S.B.L., en abrégé ARSIA, au cours de l'année 2021.

CHAPITRE 5. — Notification des décisions relatives à l'aide et système de recours

Art. 13. L'organisme payeur notifie les décisions d'octroi de l'aide en se fondant sur le nombre d'animaux admissibles déterminés conformément à l'article 12.

Art. 14. Conformément à l'article D.257, §§ 1^{er} et 2, du Code wallon de l'Agriculture, l'agriculteur peut introduire un recours auprès du responsable de l'organisme payeur contre toute décision prise en vertu du présent arrêté.

Le responsable de l'organisme payeur prend une décision sur le recours dans un délai de trois mois maximum à dater de la réception de celui-ci.

CHAPITRE 6. — Contrôle, calcul et paiement de l'aide

Art. 15. L'organisme payeur procède au contrôle des conditions d'octroi de l'aide et au calcul de l'aide.

Art. 16. En cas de non-respect des conditions d'octroi de l'aide constaté après le paiement de l'aide, l'organisme payeur recouvre le montant total de l'aide conformément aux articles D. 258 à 260 du Code wallon de l'Agriculture.

Art. 17. L'organisme payeur procède au paiement de l'aide au plus tard le 30 septembre 2022.

CHAPITRE 7. — Dispositions finales

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 19. Le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 juillet 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/15528]

15. JULI 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gewährung einer Sonderbeihilfe im Jahr 2022 zugunsten der Landwirte in den Agrarsektoren, die von den Marktstörungen infolge des Krieges in der Ukraine betroffen sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) 2022/467 der Kommission vom 23. März 2022 über eine außergewöhnliche Anpassungsbeihilfe für Erzeuger in den Agrarsektoren;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.241 und D.242 Absatz 1 und 2;

Aufgrund des Berichts vom 31. Mai 2022, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 7. Juni 2022 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 17. Juni 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 9. Juni 2022 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund der Dringlichkeit, die dadurch begründet ist, dass die Invasion Russlands in der Ukraine am 24. Februar 2022 den Preisanstieg bei Grundnahrungsmitteln verschärft und Auswirkungen auf das Angebot an und die Nachfrage nach landwirtschaftlichen Erzeugnissen auf globaler Ebene verursacht hat;

In der Erwägung, dass diese Invasion zu schweren Marktstörungen führt, die durch erhebliche Kostensteigerungen und Störungen des Handelsverkehrs verursacht werden;

In der Erwägung, dass es unerlässlich ist, den Landwirten der am stärksten betroffenen Agrarsektoren umgehend eine Sonderbeihilfe zu gewähren, damit dieser schweren Störung entgegengetreten werden kann;

In der Erwägung, dass die Sonderbeihilfe spätestens bis zum 30. September 2022 auszuführen ist und dass die Verwaltung vor der Zahlung eine Notifizierung der Beschlüsse in Bezug auf die Beihilfe vornehmen und die im Rahmen dieser Beschlüsse eingereichten Beschwerden bearbeiten wird.

In der Erwägung, dass vorliegender Erlass aus diesen Gründen so schnell wie möglich zu verabschieden ist;

Aufgrund des am 27. Juni 2022 in Anwendung des Artikels 84 §1 Absatz 1, Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 71.758/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° der Landwirt: der Landwirt im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 4 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

2° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 zur Festlegung der Regeln der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich, zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014 zur Festlegung der Anforderungen und Normen der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

3° die Zahlstelle: die Zahlstelle im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 25 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

4° Praktiken und Methoden der biologischen Landwirtschaft: Produktionspraktiken und -methoden, die den Bestimmungen der Verordnung (EU) 2018/848 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Mai 2018 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen sowie zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates sowie des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über die biologischen Produktionsmethoden und die Kennzeichnung der biologischen Erzeugnisse und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 entsprechen und im Rahmen einer landwirtschaftlichen Tätigkeit eingesetzt werden;

5° die Verordnung (EG) Nr. 543/2008: die Verordnung der Kommission vom 16. Juni 2008 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates hinsichtlich der Vermarktungsnormen für Geflügelfleisch;

6° die Verordnung (CE) n° 589/2008: die Verordnung der Kommission vom 23. Juni 2008 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates hinsichtlich der Vermarktungsnormen für Eier;

7° das regionale System der differenzierten Qualität: das gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Einführung eines regionalen Systems der differenzierten Qualität für Agrarerzeugnisse und Nahrungsmittel angenommene System.

8° die Vergrünung: die Klima- und Umweltschutz förderlichen Landbewirtschaftungsmethoden im Sinne der Artikel 43 bis 47 der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates und des Kapitels XI des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte.

KAPITEL 2 — *Beihilfezulässige Agrarsektoren*

Art. 2 - In Anwendung der Artikel 1 und 2 der delegierten Verordnung (EU) Nr. 2022/467 der Kommission vom 23. März 2022 über eine außergewöhnliche Anpassungsbeihilfe für Erzeuger in den Agrarsektoren wird unter den in dem vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen eine Sonderbeihilfe zur Unterstützung folgender Sektoren gewährt:

- 1° der Geflügelsektor;
- 2° der Milchziegensektor;
- 3° der Schweinesektor.

KAPITEL 3 — *Bedingungen für die Gewährung der Beihilfe**Abschnitt 1* — Allgemeine Bedingungen für die Gewährung der Beihilfe

Art. 3 - Um in den Genuss der Sonderbeihilfe zu gelangen, erfüllen die Landwirte folgende kumulative Bedingungen:

- 1° gemäß Artikel D.22 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft im InVeKoS-System identifiziert sein;
- 2° über eine aktive Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen verfügen;
- 3° eine zum 1. Januar 2022 aktive Produktionseinheit auf dem Gebiet der Wallonischen Region besitzen, in der die Produktion in Übereinstimmung mit den Rechtsvorschriften über die Umweltgenehmigung durchgeführt wird.

Abschnitt 2 — Spezifische Bedingungen für die Gewährung der Beihilfe

Art. 4 - Was den Geflügelsektor betrifft erfüllen die beihilfezulässigen Tiere eine der folgenden Bedingungen:

- 1° unter Einhaltung der Praktiken und Methoden der biologischen Landwirtschaft oder der Anforderungen eines Lastenhefts des regionalen Systems der differenzierten Qualität gehalten werden;
- 2° in einem Betrieb gehalten werden, der die Bedingungen für die Haltung von Geflügel mit Auslauf im Freien gemäß Anhang V der Verordnung (EG) Nr. 543/2008 einhält und während des gesamten Wirtschaftsjahres 2021 die Vorschriften im Bereich der Vergrünung sowie die Regeln der Cross-Compliance gemäß den Artikeln 4, 7 bis 14, 19 bis 22, 39 und 40 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 eingehalten hat.
- 3° in einem Betrieb gehalten werden, der die Bedingungen für die Haltung von Hühnern aus Freiland- oder Bodenhaltung gemäß Anhang II der Verordnung (EG) Nr. 589/2008 einhält und während des gesamten Wirtschaftsjahres 2021 die Vorschriften im Bereich der Vergrünung sowie die Regeln der Cross-Compliance gemäß den Artikeln 4, 7 bis 14, 19 bis 22, 39 und 40 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 eingehalten hat.

Art. 5 - Was den Milchziegensektor betrifft erfüllen die beihilfezulässigen Tiere eine der folgenden Bedingungen:

- 1° unter Einhaltung der Praktiken und Methoden der biologischen Landwirtschaft gehalten werden;
- 2° in einem Betrieb gehalten werden, der während des gesamten Wirtschaftsjahres 2021 die Vorschriften im Bereich der Vergrünung sowie die Regeln der Cross-Compliance gemäß den Artikeln 4, 7 bis 14, 19 bis 22, 32, 33, 39 und 40 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 eingehalten hat.

Die Beihilfe für Milchziegen wird für eine Mindestanzahl von 15 Ziegen pro Betrieb gewährt.

Art. 6 - Was den Schweinesektor betrifft erfüllen die beihilfezulässigen Tiere eine der folgenden Bedingungen:

- 1° unter Einhaltung der Praktiken und Methoden der biologischen Landwirtschaft gehalten werden;
- 2° unter Einhaltung der Anforderungen eines Lastenhefts des regionalen Systems für differenzierte Qualität gehalten werden;
- 3° in einem Betrieb gehalten werden, der während des gesamten Wirtschaftsjahres 2021 die Vorschriften im Bereich der Vergrünung sowie die Regeln der Cross-Compliance gemäß den Artikeln 4, 7 bis 14, 19 bis 22, 30, 31 und 38 bis 40 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 eingehalten hat.

Bei Schweinen, die zur Mast gehalten werden, wird die Beihilfe für höchstens 2 000 Fettschweine pro Betrieb gewährt.

Art. 7 - Die Erzeuger von Geflügel, Milchziegen und Schweinen verfügen am 1. Januar 2022 über eine aktive Herdennummer in Sanitrace, die elektronische Datenbank der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette für die Kennzeichnung und Registrierung der Tiere, der Betriebe, Einrichtungen und Anlagen, in denen Tiere gehalten werden, sowie der Tierhalter und verantwortlichen Personen gemäß Artikel 1, Ziffer 27 des Königlichen Erlasses vom 23. März 2011 zur Einführung eines Systems zur Kennzeichnung und Registrierung von Rindern.

Art. 8 - Die Erzeuger von Milchziegen haben die jährliche Zählung ihrer Tiere zwischen dem 15. und dem 31. Dezember 2021 vorgenommen.

KAPITEL 4 — *Höchstbeträge und Berechnung der Beihilfe**Abschnitt 1* — Höchstbeträge der Beihilfe pro Sektor

Art. 9 - Die Höchstbeträge der Beihilfe pro Sektor sind die Folgenden:

- 1° für den Geflügelsektor: 6 398 562,05 Euro;
- 2° für den Milchziegensektor: 352 110,00 Euro;
- 3° für den Schweinesektor: 3 740 674,24 Euro.

Art. 10 - Der den Landwirten für jeden Sektor tatsächlich ausgezahlte Betrag hängt von der Anzahl der beihilfezulässigen Tiere ab.

Abschnitt 2 — Einheitliche Höchstbeträge der Beihilfe pro Tier

Art. 11 - Die einheitlichen Höchstbeträge der Beihilfe sind die Folgenden:

1° für den Geflügelsektor:

a) 3,35 Euro pro Legehennen, d. h. weibliches Tier der Art *Gallus gallus*, das die Legereife erreicht hat und zur Erzeugung von Eiern, die nicht zum Ausbrüten bestimmt sind, gehalten wird;

b) 3,35 Euro pro Zuchthenne, d. h. weibliches Tier der Art *Gallus gallus*, das die Legereife erreicht hat und zur Erzeugung von Eiern, die zum Ausbrüten bestimmt sind, gehalten wird;

c) 3,35 Euro pro Zuchthahn, d. h. männliches Tier der Art *Gallus gallus*, das die Zuchtreife erreicht hat;

d) 2 Euro pro Masthähnchen, d. h. Tier der Art *Gallus gallus*, das zur Fleischerzeugung bestimmt ist;

e) 2 Euro pro Junghenne, d. h. weibliches Tier der Art *Gallus gallus*, das zum Legen von Eiern genutzt wird und noch nicht die Geschlechtsreife erreicht hat;

2° für den Milchziegensektor: 33 Euro pro Ziege, die älter als ein Jahr ist. Als Ziege gilt das über ein Jahr alte Tier der Gattung Ziege;

3° für den Schweinesektor: 85 Euro pro Zuchtschwein und 10,07 Euro pro Fetteschwein. Unter Schwein versteht man ein Tier der Schweinegattung, das zur Zucht oder zur Mast gehalten wird, mit Ausnahme von Ferkeln, die jünger als zehn Wochen sind.

Abschnitt 3 — Berechnung der Beihilfe

Art. 12 - Die Beihilfe wird auf der Grundlage der Anzahl der zulässigen Tiere berechnet, die von der Zahlstelle wie folgt ermittelt werden:

1° für den Geflügelsektor: auf der Grundlage der von der Regionalen Vereinigung der Tiergesundheit und Identifizierung VoG, abgekürzt ARSIA, im Laufe des Jahres 2021 bekannten Aufnahmekapazität;

2° für den Milchziegensektor: auf der Grundlage der jährlichen Zählung, die zwischen dem 15. und 31. Dezember des Jahres 2021 von den Landwirten durchgeführt wurde;

3° für den Schweinesektor: auf der Grundlage der durchschnittlichen Anzahl von Tieren, die anhand aller Besuchsberichte des Tierarztes ermittelt wird, die der Regionalen Vereinigung der Tiergesundheit und Identifizierung VoG, abgekürzt ARSIA, im Laufe des Jahres 2021 übermittelt wurden.

KAPITEL 5 — Notifizierung der Beschlüsse in Bezug auf die Beihilfe und Verfahren zur Einlegung einer Beschwerde

Art. 13 - Die Zahlstelle teilt Beschlüsse über die Gewährung der Beihilfe auf der Grundlage der gemäß Artikel 12 ermittelten Zahl der beihilfezulässigen Tiere mit.

Art. 14 - Gemäß Artikel D.257 §§ 1 und 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft kann der Landwirt bei dem Verantwortlichen der Zahlstelle gegen jeglichen auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses gefassten Beschluss Beschwerde einreichen.

Der Verantwortliche der Zahlstelle befindet innerhalb einer Frist von höchstens drei Monaten ab dem Eingang der Beschwerde darüber.

KAPITEL 6 — Kontrolle, Berechnung und Zahlung der Beihilfe

Art. 15 - Die Zahlstelle kontrolliert die Bedingungen für die Gewährung der Beihilfe und berechnet die Beihilfe.

Art. 16 - Bei Nichteinhaltung der Bedingungen für die Gewährung der Beihilfe, die nach der Zahlung der Beihilfe festgestellt wird, zieht die Zahlstelle den Gesamtbetrag der Beihilfe gemäß den Artikeln D. 258 bis 260 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft wieder ein.

Art. 17 - Die Zahlstelle zahlt die Beihilfe spätestens am 30. September 2022 aus.

KAPITEL 7 — Schlussbestimmungen

Art. 18 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag nach dem Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 19 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Juli 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/15528]

15 JULI 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de toekenning van een buitengewone steun, in 2022, aan de landbouwers in de landbouwsectoren getroffen door de marktverstoringen wegens de oorlog in Oekraïne

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en (EG) nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad;

Gelet op gedelegeerde Verordening (EU) 2022/467 van de Commissie van 23 maart 2022 tot vaststelling van buitengewone aanpassingssteun voor producenten in de landbouwsectoren;

Gelet op het Waals Landbouwwetboek, artikelen D.4, D.241 en D.242, leden 1 en 2 ;

Gelet op het rapport van 31 mei 2022, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 juni 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 juni 2022;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid gepleegd op 9 juni 2022 ;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de Russische invasie in Oekraïne op 24 februari 2022 geleid heeft tot een forse stijging van de voedselgrondstoffenprijzen en over de hele wereld een impact heeft op vraag en aanbod van landbouwproducten;

Overwegende dat deze invasie ernstige verstoringen op de markten veroorzaakt, met als oorzaken significante kostenstijgingen en verstoringen in het handelsverkeer;

Overwegende dat het, om deze ernstige verstoring te helpen, essentieel is dat er spoedig een buitengewone steun verleend wordt aan de landbouwers in de hardst getroffen landbouwsectoren;

Overwegende dat de buitengewone steun uiterlijk op 30 september 2022 dient te worden betaald en dat de administratie, vooraleer de betaling te verrichten, kennis dient te geven van de beslissingen in verband met de steun en beroepen zal moeten behandelen in het kader van deze beslissingen;

Overwegende dat het om deze redenen passend is dit besluit zo spoedig mogelijk te nemen;

Gelet op advies 71.758/4 van de Raad van State, gegeven op 27 juni 2022, overeenkomstig artikel 84, § 3, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Begripsomschrijvingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder:

1^o landbouwer: landbouwer in de zin van artikel D.3, 4^o, van het Waals Landbouwwetboek;

2^o het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2015 : het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2015 tot vastlegging van de regels betreffende de randvoorwaarden inzake landbouw, tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014 tot vaststelling van de eisen en normen van de randvoorwaarden inzake landbouw en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

3^o betaalorgaan: het betaalorgaan in de zin van artikel D.3, 25^o, van het Waals Landbouwwetboek;

4^o de praktijken en methodes uit de biologische landbouw: de productiepraktijken en -methodes in overeenstemming met de bepalingen van Verordening (EU) 2018/848 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad, en van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten en tot intrekking van het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, aangewend in het kader van een landbouwactiviteit;

5^o Verordening (EG) nr 543/2008: Verordening van de Commissie van 16 juni 2008 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad betreffende handelsnormen voor vlees van pluimvee ;

6^o de Verordening : Verordening van de Commissie van 23 juni 2008 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad betreffende handelsnormen op toepassing op eieren ;

7^o gewestelijk stelsel inzake gedifferentieerde kwaliteit: stelsel aangenomen krachtens het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot invoering van het gewestelijk stelsel inzake gedifferentieerde kwaliteit voor landbouwproducten en levensmiddelen;

8^o vergroening : landbouwpraktijken die van voordeel zijn voor het klimaat en het leefmilieu vermeld in de artikelen 43 tot 47 van Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad, en in hoofdstuk XI van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers.

HOOFDSTUK 2. — *Landbouwsectoren die in aanmerking komen voor het voordeel van de steun*

Art. 2. Overeenkomstig artikelen 1 en 2 van de gedelegeerde Verordening (EU) nr. 2022/467 van de Commissie van 23 maart 2022 tot vaststelling van buitengewone aanpassingssteun voor producenten in de landbouwsectoren wordt een buitengewone steun toegekend om volgende sectoren te ondersteunen tegen de voorwaarden bepaald bij dit besluit:

- 1° de pluimveesector;
- 2° de melkgeitensector;
- 3° de varkenssector.

HOOFDSTUK 3. — *Voorwaarden voor de toekenning van de steun**Afdeling 1. — Algemene voorwaarden voor de toekenning van de steun*

Art. 3. Om in aanmerking te komen voor de buitengewone steun, voldoen de landbouwers aan volgende samengevoegde voorwaarden:

- 1° in het GBCS geïdentificeerd zijn overeenkomstig artikel D.22 van het Waalse Landbouwwetboek;
- 2° een actief ondernemingsnummer in de Kruispuntbank voor Ondernemingen hebben;
- 3° een productie-eenheid die actief is op 1 januari 2022 houden op het grondgebied van het Waals Gewest waarvoor de productie-activiteiten uitgevoerd worden met inachtneming van de wetgeving inzake de milieuvergunning.

Afdeling 2. — Specifieke voorwaarden voor de toekenning van de steun

Art. 4. Wat de pluimveesector betreft, voldoen de in aanmerking komende dieren aan één van volgende voorwaarden:

1° gefokt worden met inachtneming van de praktijken en de methodes uit de biologische landbouw of van de vereisten in verband met een productdossier van het gewestelijk stelsel inzake gedifferentieerde kwaliteit;

2° gefokt worden in een bedrijf dat de voorwaarden in acht neemt voor pluimveekwekerijen met uitloop in overeenstemming met bijlage V van de verordening en waar over het gehele landbouwseizoen 2021 de vergroeningsregels en de randvoorwaardelijkheidsregels bedoeld in de artikelen 4, 7 tot 14, 19 tot 22, 39 en 40 van het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus zijn nageleefd;

3° gefokt worden in een bedrijf dat de voorwaarden in acht neemt voor het kweken van kippen met vrije uitloop of van scharrelkippen in overeenstemming met bijlage II van de verordening en waar over het gehele landbouwseizoen 2021 de vergroeningsregels en de randvoorwaardelijkheidsregels bedoeld in de artikelen 4, 7 tot 14, 19 tot 22, 39 en 40 van het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus zijn nageleefd.

Art. 5. Wat de melkgeitensector betreft, voldoen de in aanmerking komende dieren aan één van volgende voorwaarden:

1° gefokt worden met inachtneming van de praktijken en de methodes uit de biologische landbouw;

2° gefokt worden in een bedrijf waar over het gehele landbouwseizoen 2021 de vergroeningsregels en de randvoorwaardelijkheidsregels bedoeld in de artikelen 4, 7 tot 14, 19 tot 22, 39 en 40 van het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus zijn nageleefd.

De steun voor melkgeiten wordt toegekend voor een minimumaantal van 15 geiten per bedrijf.

Art. 6. Wat de varkenssector betreft, voldoen de in aanmerking komende dieren aan één van volgende voorwaarden:

1° gefokt worden met inachtneming van de praktijken en de methodes uit de biologische landbouw;

2° gefokt worden met inachtneming van de vereisten in verband met een productdossier uit het gewestelijk stelsel inzake gedifferentieerde kwaliteit;

3° gefokt worden in een bedrijf waar over het gehele landbouwseizoen 2021 de vergroeningsregels en de randvoorwaardelijkheidsregels bedoeld in de artikelen 4, 7 tot 14, 19 tot 22, 30, 31 en 38 en 40 van het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus zijn nageleefd.

Wat de varkens betreft, gefokt voor vetmesting, wordt de steun toegekend voor een maximum van 2000 speenvarkens per bedrijf.

Art. 7. De producenten van pluimvee, melkgeiten en varkens zijn houders van een beslagnummer dat op datum van 1 januari 2022 in Sanitrace actief is, waarbij Sanitrace de geïnformatiseerde gegevensbank is van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketten voor de identificatie en de registratie van de dieren, de bedrijven, de vestigingen en de installaties waar dieren worden gehouden, evenals van de houders en verantwoordelijken, bedoeld in artikel 1, 27°, van het koninklijk besluit van 23 maart 2011 tot vaststelling van een identificatie- en registratieregeling voor runderen.

Art. 8. De producenten van melkgeiten hebben de jaarlijkse telling van hun dieren tussen 15 en 31 december 2021 verricht.

HOOFDSTUK 4. — *Maximumbedragen en berekening van de steun**Afdeling 1. — Maximumbedragen van de steun per sector*

Art. 9. De maximumbedragen van de steun per sector zijn de volgende:

- 1° de pluimveesector ; 6.398.562,05 euro ;
- 2° de melkgeitensector; 352.110,00 euro ;
- 3° de varkenssector: 3.740.674,24 euro.

Art. 10. Het daadwerkelijk, voor elke sector aan de landbouwers gestorte, steun hangt van het aantal toelaatbare dieren af.

Afdeling 2. — Maximumbedragen van de steun per dier

Art. 11. De maximale eenheidsbedragen van de steun zijn de volgende:

1° voor de pluimveesector ;

a) 3,35 euro per legkip, namelijk het vrouwelijk dier van de soort *Gallus gallus* dat legrijp is en gefokt wordt als niet broedse kip;

a) 3,35 euro per broedse kip, namelijk het vrouwelijk dier van de soort *Gallus gallus* dat legrijp is en gefokt wordt als kip die de eieren uitbroedt;

c) 3,35 euro per kweekhaan, namelijk het mannelijk dier van de soort *Gallus gallus* die geslachtsrijp is;

d) 2 euro per vleeskip, namelijk het dier van de soort *Gallus gallus* bestemd voor de vleesproductie;

e) 2 euro per kippetje, namelijk het vrouwelijk dier van de soort *Gallus gallus* bestemd als legkip, maar nog niet geslachtsrijp;

2° voor de melkgeitensector: 33 euro per geit van meer dan één jaar oud. Onder geit wordt dan verstaan, het dier van de soort geitachtige van meer dan één jaar oud;

3° voor de varkenssector: 85 per fokvarken en 10,07 euro per vleesvarken. Onder varken wordt dan het dier verstaan van het soort varkensachtige gefokt voor voortplanting of vetmesting, met uitsluiting van de speenvarkens jonger dan weken oud.

Afdeling 3. — Berekening van de steun

Art. 12. De steun wordt berekend op grond van het aantal in aanmerking komende dieren dat door het betaalorgaan als volgt wordt bepaald:

1° voor de pluimveesector: op grond van de huisvestingscapaciteit, gekend bij de "Association régionale de Santé et d'Identification animales A.S.B.L." (afgekort ARSIA), in de loop van het jaar 2021 ;

2° voor de melkgeitensector: op grond van de jaarlijkse telling, verricht door de landbouwers tussen 15 en 31 december van het jaar 2021;

3° voor de varkenssector: op grond van het gemiddelde aantal dieren vastgesteld op grond van de gezamenlijke bezoeksverslagen van de veearts, overgemaakt aan de "Association régionale de Santé et d'Identification animales A.S.B.L." (afgekort ARSIA), in de loop van het jaar 2021.

HOOFDSTUK 5. — Kennisgeving van de beslissingen in verband met de steun en beroepsregeling

Art. 13. Het betaalorgaan geeft kennis van de beslissingen tot toekenning van de steun en baseert zich daarvoor op het aantal in aanmerking komende dieren, berekend overeenkomstig artikel 12.

Art. 14. Overeenkomstig artikel D.257, § 1 en § 2, van het Waalse Landbouwwetboek kan de landbouwer een beroep indienen bij de verantwoordelijke van het betaalorgaan tegen elke beslissing genomen krachtens dit besluit.

De verantwoordelijke van het betaalorgaan neemt een beslissing omtrent het beroep binnen een termijn van drie maanden na ontvangst van het beroep.

HOOFDSTUK 6. — Controle, berekening en betaling van de steun

Art. 15. Het betaalorgaan gaat na of de voorwaarden voor de toekenning van de steun zijn nageleefd en berekent de steun.

Art. 16. Bij niet-inachtneming van de voorwaarden voor de toekenning van de steun, vastgesteld na de betaling van de steun, vordert het totale steunbedrag in overeenkomstig de artikelen D.258 tot D.260 van het Waals Landbouwwetboek.

Art. 17. Het betaalorgaan verricht de betaling van de steun uiterlijk 30 september 2022.

HOOFDSTUK 7. — Slotbepalingen

Art. 18. Dit besluit treedt in werking daags na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 19. De Minister bevoegd voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 juli 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS